Quelle langue pour la science?

La hantise des laboratoires: "To be" ou ne pas être?

Le Monde diplomatique Lundi 1 Janvier 1990, p. 27

Lazar Philippe

Directeur général de l'Institut national de la santé et de la recherche médical (INSERM), auteurs des Explorateurs de la santé (Odile Jacob, Paris, 1989).

LA science est universelle. Lui faut-il pour autant une langue véhiculaire qui ait le même statut? Ceux qui traitent de cette question sont, en France, rarement dépourvus de passion. Pour les uns, attachés aux valeurs traditionnelles de la culture, l'utilisation systématique de l'anglais est une trahison des intérêts nationaux et prend, de surcroît, les allures d'une provocation délibérée lorsqu'elle concerne des manifestations, orales ou écrites, directement financées par les pouvoirs publics. Pour les autres, le réalisme impose, au-delà de toute idéologie, la connaissance et l'emploi préférentiel de la seule langue qui, aujourd'hui, puisse être commune à tous les scientifiques. Les plus irréductibles parmi les premiers rêvent, parfois tout haut, de mesures coercitives qui iraient jusqu'à priver du soutien de l'Etat les savants coupables de ne pas s'exprimer en français. Les seconds interprètent en version originale le fameux "publish or perish" et en viennent quelquefois à (se) demander s'il ne serait pas plus efficace de se mettre systématiquement à parler anglais dans nos propres laboratoires...

Ces excès symétriques n'ont rien de surprenant. Ils témoignent simplement de l'acuité du problème de la communication scientifique, de l'intensité de ses enjeux de savoir et aussi de pouvoir. Personne ne saurait nier l'intérêt de disposer d'une langue permettant des échanges directs entre scientifiques de toutes nationalités. L'anglais joue désormais ce rôle - si toutefois on peut continuer à dénommer ainsi ce jargon international que les Britanniques feignent parfois d'avoir du mal à comprendre. Les francophones de naissance peuvent éprouver quelque nostalgie en pensant au rôle historique de leur propre langue, mais ils ne peuvent nier l'universalité désormais acquise par sa concurrente directe. Le fair-play en la matière est plus une nécessité qu'une élégance, et il serait sans doute judicieux de se dépêcher d'apprendre sérieusement l'anglais à tous nos enfants à l'âge où ils peuvent sans difficulté en assimiler l'essence.

Cependant, l'intérêt de disposer d'une langue commune déborde le simple cadre de l'amélioration de la communication entre scientifiques. Ce serait en effet une erreur d'oublier que les fonctions des publications et des colloques ne se réduisent en aucune manière à des échanges d'informations. La préoccupation d'évaluation est toujours présente en arrière-plan, et elle a même quelque tendance, aujourd'hui, à prendre le pas sur toutes les autres. Publier, c'est faire connaître, mais c'est aussi, et peut-être surtout, se faire reconnaître par ses pairs; c'est entrer par la grande porte dans la très dure compétition mondiale qui gouverne l'évolution de la science.

L'existence d'une langue privilégiée de communication scientifique favorise indubitablement ce processus sélectif:

toutes les équipes concurrentes peuvent se mesurer les unes aux autres dans le même champ clos, avec, en principe, les mêmes armes et donc les mêmes chances. Que le meilleur gagne! On ne peut <u>a priori</u> que se réjouir de la saine confrontation ainsi engagée, qui nous permet de porter des jugements de valeur aussi objectifs que possible sur nos propres équipes et d'orienter nos choix avec l'incomparable label de garantie que leur confère ce jugement international.

Les Etats-Unis maîtres du jeu

Mais c'est là, pourtant, que le bât blesse. Quelle que puisse être la compétence en anglais d'un Français ou d'un Espagnol, il ne peut avoir la même aisance qu'un anglophone pour le lire, l'écrire ou simplement le comprendre en finesse. Il est donc placé d'emblée en situation d'infériorité relative. Si cette situation devient la règle, on ne peut en négliger les effets globalement négatifs sur la production scientifique et ses orientations. La main passe inévitablement à ceux qui maîtrisent le mieux le jeu. On le constate aisément dès aujourd'hui en parcourant la liste des revues scientifiques les plus cotées. A de remarquables exceptions près, elles sont sous contrôle effectif des Etats-Unis. Il est certes loisible de s'interroger sur les causes réelles de cet état de fait: dominance de la langue ou qualité propre de la science nord-américaine? En réalité, peu importe l'ordre de ces facteurs. Les deux s'enchaînent et agissent de façon synergique. Ainsi les jeunes chercheurs du monde entier sont-ils incités à effectuer de préférence leurs stages post-doctoraux aux Etats-Unis, et ce pays est ainsi en mesure de sélectionner les plus brillants d'entre eux et de renforcer par là même régulièrement et de façon quasi inexorable son attrait, sa puissance et sa pression linguistique.

Face à une situation apparemment aussi compromise, est-il de notre intérêt de tenter de réagir, et en est-il encore temps? On ne saurait répondre à cette question sur des bases purement idéologiques. Mais, si l'on fait effort pour échapper à la subjectivité, on doit pouvoir prendre en compte deux faits majeurs pouvant aider à poser des jalons vers le futur. L'un d'entre eux est la réalité de la construction européenne, l'autre le caractère explosif de l'acquisition des connaissances scientifiques.

L'Europe d'abord. Sera-t-elle fondamentalement anglophone? Ce serait un paradoxe, avouons-le, alors même que le Royaume-Uni continuerait de bouder son entrée active dans la Communauté - voire renoncerait d'une certaine façon à en faire vraiment partie, - que sa langue devienne le vecteur exclusif des échanges entre les Onze! Une façon subtile d'assurer quand même une présence et un contrôle... Plus sérieusement, continuera-t-on longtemps d'occulter que l'Europe possède en son sein quatre langues véhiculaires parmi les plus parlées au monde - l'anglais certes, mais aussi le français, l'espagnol et le portugais - et que la cinquième - l'arabe - est à sa portée immédiate? N'y aurait-il pas une carte extraordinaire à jouer - à échéance d'une ou deux décennies - en décidant de faire de l'apprentissage par les jeunes Européens de plusieurs langues l'une des spécificités essentielles du continent? Bien sûr, dans un premier temps, la raison commande de lutter en anglais contre le risque d'hégémonie de l'anglo-américain, mais ce serait une grave erreur que de se placer exclusivement sur ce terrain où nous souffrons, au départ, d'un trop sérieux handicap.

L'explosion des connaissances ensuite. Aucun chercheur, aucun universitaire ne peut plus, aujourd'hui, suivre de façon régulière la littérature scientifique susceptible de l'intéresser au-delà du champ strict de sa propre recherche. La multiplication impressionnante du nombre des journaux scientifiques s'accompagne d'une réduction parallèle de la portée réelle de chacun d'eux. On écrit beaucoup, on lit de moins en moins. Au risque de choquer (ou de me tromper), je me demande même parfois qui a véritablement le temps de jeter un regard approfondi sur les plus

prestigieuses des revues. Pour demain, il est clair en tout cas qu'il faudra inventer d'autres formes de communication.

L'avenir des messageries

En réalité, cet avenir est déjà présent dans les laboratoires. Les messageries informatisées jouent un rôle de plus en plus intense dans la communication entre scientifiques. Le saut n'a pas encore été fait (en tout cas pas de façon notable) de transformer ces messageries en modalités nouvelles d'expression critique de l'évolution de la pensée scientifique. Mais tout est prêt pour qu'il en soit ainsi dès demain. L'entrée des informations pertinentes sur un mode conversationnel, leur contrôle immédiat par des logiciels "intelligents", leur traduction automatique en n'importe quelle langue (dès lors que leur mode d'entrée aurait supprimé leurs éventuelles ambiguïtés), leur transmission instantanée aux destinataires les plus concernés, leur évaluation <u>a posteriori</u> en fonction de leur portée réelle, en lieu et place du jugement arbitraire des quelques <u>referees</u> (membres des comités de lecture) qui, aujourd'hui, ont droit de vie et de mort sur un projet d'article, tout cela est d'ores et déjà concevable et susceptible d'être mis en oeuvre avant la fin du siècle.

Si tel était le cas, il resterait de la place pour un tout petit nombre de revues mondiales de très haut niveau (rédigées en anglais, pourquoi pas!) et pour une large collection de revues nationales de réflexion, de synthèses et de prospective, nécessairement rédigées dans la langue des pays auxquels elles seraient destinées. Elles serviraient de bases à un enseignement supérieur rénové et qui, du même coup, trouverait en elles le support naturel des procédures originales d'évaluation dont il cherche, apparemment sans réelle conviction, à se doter, faute de disposer de cet outil spécifique. Etre and not only to be? Rêver, peut-être...